

Grain de Sable n° 483

6 octobre 2004

LES FEMMES AU CŒUR DES INEGALITES

Dans ce numéro

1.- Statu quo pour les femmes
La libération de la Femme ne semble pas en bonne voie en Algérie. L'histoire de Mme. Zohra, célibataire et donc coupable.
(Lyes Si Zoubir, journaliste à Alger)

2.- Mexique : Femmes perdues dans l'arrière-cour de Satan
Le drame persistant du massacre des femmes et jeunes au Mexique.
(Gianni Proiettis)

3.- Pauvres statistiques
Article paru dans l'édition du 29 juillet 2004 de Politis. Les statistiques n'engagent que ceux qui les croient.
(Thomas Coutrot)

1.- Statu quo pour les femmes
(Lyes Si Zoubir, journaliste à Alger)

Mme Zohra M., 42 ans, laborantine, est célibataire, comme 20 % des Algériennes qui vivent en milieu citadin (elles devraient être 30 % en 2010). Elle vit seule dans un immeuble du centre d'Alger, où des mains anonymes inscrivent régulièrement des insanités sur sa boîte aux lettres ou sa porte. « Le raisonnement de ces imbéciles est simple, soupire-t-elle. Si je suis seule, c'est donc que je suis une femme de petite vertu. Dieu merci, j'ai un frère qui vient me voir régulièrement. Ceux qui seraient tentés de m'agresser savent qu'il y a un homme dans ma famille. »

Mme Zohra M. se sent pourtant obligée d'être discrète et n'imagine même pas inviter chez elle des amis et encore moins un éventuel prétendant. « Ce serait me condamner », affirme-t-elle, le visage fermé, en rappelant que les agressions de femmes célibataires se sont multipliées depuis quelques années sans que les autorités publiques s'en émeuvent. Bien au contraire. Les auteurs de l'attaque sauvage contre des femmes célibataires, en juillet 2001, à Hassi Messaoud, n'ont ainsi pratiquement pas été poursuivis. de manière régulière, villes et villages d'Algérie connaissent ce genre d'expédition, menée le plus souvent par des religieux au nom des bonnes mœurs, contre des femmes ayant le seul tort de vivre seules.

« L'augmentation du nombre de femmes célibataires est une réalité profonde, qui oblige le pouvoir à réagir rapidement si l'on ne veut pas que la société reporte sa violence sur elles », avertit une magistrate, qui estime urgent de mettre totalement à plat le code de la famille. Ce texte juridique tristement célèbre – qui autorise notamment la polygamie et fait des Algériennes des êtres sous tutelle masculine jusqu'à la fin de leur vie – va bientôt fêter ses vingt ans : il fut adopté le 9 juin 1984 par les députés du Front de libération nationale (FLN), alors parti unique.

Cet anniversaire mobilise les associations féminines algériennes, qui, sous le mot d'ordre de « 20 ans, barakat ! » (20 ans, ça suffit), exigent l'abrogation pure et simple de ce code. « La défaite du terrorisme n'a rien changé, la situation des femmes est toujours la même, s'insurge Nadia, journaliste. Ce pouvoir s'est servi de nous pour trouver des soutiens à l'étranger, mais maintenant il ne veut rien risquer qui puisse réveiller les islamistes ! »

Conscients de l'importance du vote islamiste, désireux de se concilier le soutien des partis religieux « présentables », dont le Mouvement de la société pour la paix (MSP, ex-Hamas), les candidats à l'élection présidentielle préfèrent rester vagues sur les droits de la femme. Aucun d'entre eux n'a encore osé évoquer l'abrogation, voire l'amendement du code de la famille. Le président Bouteflika avait laissé entendre, au printemps 2003, qu'il modifierait ce texte par le biais d'ordonnances, mais, depuis, il reste discret : il faut dire que, sur cette question, l'Algérie fait désormais figure de mauvais élève au Maghreb, depuis que le roi Mohammed VI a décidé de réformer la Moudawana, le code de la famille marocain.

2.- Mexique : Femmes perdues dans l'arrière-cour de Satan
(Gianni Proiettis)

Pourquoi personne n'arrive-t-il (ou ne veut-il arriver) à arrêter le massacre des femmes et jeunes filles qui continue depuis dix ans dans les villes des maquiladoras [1] à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis ?

Si c'était un roman noir, tous les éditeurs l'auraient refusé parce que trop répétitif et féroce. Malheureusement, à Ciudad Juarez (Etat de Chihuahua, frontière mexicaine avec El Paso au Texas) les disparitions mystérieuses

de jeunes femmes sont une réalité quotidienne qui dure depuis plus de dix ans. Et les chiffres n'en finissent pas d'augmenter. Depuis 1993, environ 400 cadavres de femmes, en majorité jeunes voire adolescentes, de petite taille et aux cheveux lisses, étudiantes ou ouvrières de nuit dans les usines, ont été retrouvés dans des décharges et dans les zones désertes. Beaucoup d'entre elles avaient été violées, torturées et mutilées. Tuées à coups de couteau ou étranglées. Cette pathologie sociale inquiétante, pour laquelle la presse mexicaine a crée le terme de féminicide, est la pointe de l'iceberg d'une véritable guerre d'extermination et de terreur : à Ciudad Juarez, au cours des onze dernières années, et selon des chiffres officiels, on a déclaré 4.587 femmes disparues, disparues dans le vide. Plus d'une par jour. Pour moins d'un cas sur dix, elles ont été retrouvées, recouvertes par le sable du désert, victimes sacrificielles du sadisme machiste.

Malgré les dénonciations continues des organisations féministes et de défenses des droits humains depuis des années, devant toutes les instances possibles, non seulement le massacre ne s'est pas arrêté, ni un seul coupable crédible n'a été présenté à l'opinion publique, mais on a même assisté à une fuite déconcertante des autorités, fédérales et régionales. Enquêtes mal conduites, aveux extorqués sous la torture, preuves détruites ou sous-évaluées ont été la réponse à l'indifférence officielle, aux tentatives du gouvernement de minimiser cet abcès désormais trop voyant.

Bien qu'appartenant à des partis différents, l'ex-gouverneur de l'état de Chihuahua, Francisco Barrio, du Parti d'Action nationale (PAN), et l'actuel, Patricio Martinez, du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), se sont retrouvés pour une contre attaque honteuse. Le premier, réfutant les critiques de son incapacité à résoudre le féminicide, a insinué que « les femmes assassinées n'allaient pas vraiment à la messe » ; le second a continué à attaquer les ONG, responsables selon lui de grossir le problème pour des questions d'intérêt troubles. Grâce à la pression nationale et internationale, le président Fox a dû reconnaître la compétence du gouvernement central et a désigné, en janvier, un « procureur spécial pour les affaires de délits en rapport avec les homicides de femmes à Ciudad Juarez » qui malgré son titre ronflant n'a encore résolu aucun cas.

C'est la grande manifestation du 14 février, sur la frontière, à laquelle ont participé Jane Fonda, Sally Field et d'autres personnalités étasuniennes, qui a projeté l'exigence de faire la lumière sur les homicides de Ciudad Juarez dans les médias internationaux. Mais le jour suivant, des familles des femmes assassinées et disparues ont déclaré que des policiers les avaient menacés en leur « déconseillant » de participer à la manifestation. Les familles des victimes, rassemblées en associations, ont commencé à émettre le soupçon que la police municipale ne soit impliquée dans le massacre.

Ville frontière

Maquis humain d'un million et demi d'habitants, pôle de maquiladoras au milieu du désert, frontière blindée entre le premier et le tiers monde, Ciudad Juarez est tournée vers El Paso, sur l'autre rive du fleuve. De l'autre côté un ouvrier gagne jusqu'à dix fois plus. De ce côté, une fille disparaît toutes les nuits, dévorée par un Moloch invisible. On serait tenté d'appeler Ciudad Juarez « terre de personne », si elle n'était dans les mains fermes des multinationales, des narcotrafiquants, de gangs locaux, de la police et, naturellement, de politiciens corrompus. « A la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis », écrit Elena Poniatowska, « il y a peu de blessures qui cicatrisent ; au contraire, la plupart s'infectent et contaminent l'organisme. Là, dans ces zone de contagion, on voit bouillir à la plus haute température pouvoir politique, trafic de drogue, violence et avidité. C'est une zone gangrenée ».

Sur cette terrible réalité de Ciudad Juarez et son triste record on trouve des dossiers sur Internet (www.cimacnoticias.com). Des livres choquants ont été publiés : « Huesos en el desierto » de Sergio Gonzalez Rodriguez, « Juarez, the laboratory of our future » de Charles Bowden, « Las muertas de Juarez » de

Rohry Benitez et trois autres journalistes. Ainsi que des documentaires de dénonciations comme le fameux « Señorita extraviada » de Lourdes Portillo, tourné en 2000, mais sorti seulement récemment dans le circuit international.

Toutes les analyses concordent pour désigner les maquiladoras comme le premier maillon de la chaîne des violences contre la femme. Le demi-million d'ouvriers qui assemble des appareils électrodomestiques et des téléviseurs de marques étrangères est constitué en majorité de femmes , jeunes de préférence, sous payées et non syndiquées, à qui on impose un test de grossesse périodique. Quelqu'un a fait remarquer que si les maquiladoras, ces dernières années, s'étaient chargées de l'accompagnement des ouvrières chez elles après le travail, les homicides auraient diminué de moitié. Mais les maquiladoras ne collaborent même pas avec les enquêtes et ne fournissent en principe aucune donnée sur leurs ouvrières.

Pour les familles des victimes et des jeunes disparues, la seconde étape du calvaire est celle des enquêtes. L'association Nuestras hijas de regreso a casa, parmi toutes celles qui assistent les familles des jeunes, a dénoncé le climat d'impunité qui règne à Ciudad Juarez, « la conception machiste qui permet de généraliser la violence contre la femme » , les anomalies et les négligences dans les enquêtes et dans les analyses. Sans parler du dénigrement constant des victimes qu'on essaie de faire passer pour des femmes légères. Comme si ça justifiait les assassinats !

Dans un document d'enseignantes et de chercheuses du Colegio de Mexico on avance quelques hypothèses sur les mobiles du féminicide. « On parle d'une chaîne internationale qui réalise des vidéos porno de violence et d'homicides pour les revendre à l'étranger ; on évoque aussi la possibilité de serials killings motivés par le sadisme et la haine raciale. Une autre hypothèse est le trafic d'organes. Les mobiles peuvent être nombreux, les hypothèses aussi, mais de solution, on n'en voit aucune ».

L'arrestation d'un égyptien, Omar Latif, il y a quelques années, ne mit pas fin à la chaîne des assassinats. La police raconta alors que c'était Latif lui-même qui payait des complices depuis sa prison pour qu'ils continuent à tuer. Ensuite on arrêta quelques membres d'un gang de jeunes -les Toltecas- et quelques conducteurs de bus, violeurs habituels. Mais leurs aveux de meurtres -c'est Amnesty International qui l'a dénoncé- ont été extorqués sous la torture.

Ni una mas !

Sans les vrais responsables derrière les barreaux- et surtout avec des femmes qui continuent à disparaître- le cas de Ciudad Juarez est en train de devenir un problème grave pour le gouvernement Fox, déjà aux prises avec de nombreuses difficultés. Evoqué dans de nombreux parlements européens -en Italie par Ramon Mantovani du Prc- le scandale du féminicide est en train d'apparaître sur la scène internationale. L'écrivain Carlos Monsivais a proposé de changer le terme. « Féminicide est un terme descriptif ; par contre commencer à les classer dans les « crimes de haine » nous oblige à faire une réflexion sérieuse sur le machisme dans son ignominie physique et sur les enquêtes des crimes ».

Mais le coup le plus fort porté au gouvernement Fox sur le cas de Ciuada Juarez est venu d'un angle inattendu. C'est José Luis Soberanes, président de la Commission nationale des Droits humains, médiateur nommé par le président, qui l'a donné. Dans le Rapport spécial qu'il a présenté en novembre dernier, Soberanes a indiqué les responsabilités précises du gouvernement dans ce qu'il a défini comme « une justice niée » en écrivant : « L'Etat manque à une de ses tâches et responsabilités fondamentales, outre qu'il produit dommages, douleur et incertitudes pérennes aux familiers des victimes. En détruisant le sentiment de protection que les individus cherchent dans un état démocratique, la société aussi est touchée ».

Pour donner la mesure de l'intérêt des institutions pour le problème, quand le

médiateur a présenté son rapport au sénat, quatre sénateurs seulement étaient présents sur 128. Et le président Fox a déclassé sa rencontre avec Soberanes, dans le protocole, de publique à privée.

Cela n'a pas empêché le médiateur d'avertir, après cette rencontre, que la vague des crimes est en train de s'étendre aux autres Etats comme Guanajuato, Sinaloa, Sonora. Dans ce dernier, on a enregistré ces trois dernières années 22 homicides contre des femmes, perpétrés selon un modus operandi très proche de celui de Ciudad Juarez. « Attention, espérons que ça ne devienne pas une épidémie » a-t-il déclaré.

Pendant ce temps, dans l'état de Chihuahua, on vend des porte-clé avec des breloques en plastique imitant un mamelon de femme. Les maris coléreux menacent leur femme en leur disant maintenant : « Si tu me fais chier, je te jette dans le désert ! ». Ces six derniers mois on a retrouvé neuf autres cadavres de femmes. Il y a quelques jours seulement, quatre filles à la sortie d'une discothèque ont été embarquées de force dans une camionnette par plusieurs hommes. On n'a plus rien su d'elles. A Ciudad Juarez, où fleurissent les bordels pour gringos et où on découvre périodiquement de nouvelles narcofosses, les cimetières clandestins des narcotrafiquants, la police se borne à regarder. Et les assassins marchent librement, protégés par l'impunité et la corruption.

[1] Les maquiladoras sont des usines de montage, pour la plupart propriétés étatsuniennes, qui ont proliféré à partir des années 60 en raison du faible coût de la main d'oeuvre mexicaine.(N.d.T.)

Source : Il Manifesto, Italie, 2 juillet 2004.

Traduction de l'italien : M-A. Patrizio.

3.- Pauvres statistiques

(Thomas Coutrot)

En France, les statistiques officielles sont régulièrement l'enjeu de controverses. Après l'indice des prix ou la statistique du chômage, c'est maintenant la statistique officielle de la pauvreté qui est mise sur la sellette, à l'initiative du Réseau d'alerte sur les inégalités (Rai). Au mépris des évidences, le taux de pauvreté mesuré par l'Insee montre en effet une décroissance de la pauvreté relative dans les vingt dernières années. Le message subliminal est clair : il n'y a pas de problème majeur d'inégalités et de pauvreté dans notre pays. En réaction, le Rai a lancé un indicateur concurrent, le Bip 40 (Baromètre des inégalités et de la pauvreté, voir le dossier spécial dans Politis n° et le site bip40.org)

Selon le Rai, la statistique officielle est complètement biaisée : en effet, de l'aveu même de l'Insee, les statistiques de revenus utilisées pour calculer le taux de pauvreté relative ne prennent quasiment pas en compte les revenus financiers et du patrimoine (Pierre Concialdi, Jean Gadrey, Catherine Lévy, Michel Maric, « Cohésion sociale : des politiques à l'aveuglette », Le Monde, 2/07/04). Comment alors évaluer la pauvreté relative, si l'on ne connaît pas les revenus des riches ?

La réponse des autorités compétentes ne s'est pas fait attendre. Le Directeur de l'Insee, Jean-Michel Charpin, et celui de l'Observatoire de la pauvreté, Bertrand Fragonard rejettent les attaques contre le chiffre officiel de la pauvreté (« Qui est pauvre en France ? », Le Monde, 22/07/2004). Selon eux, « la prise en compte des revenus du patrimoine ne modifierait pas sensiblement le diagnostic sur le niveau et l'évolution de la pauvreté monétaire » : en effet ce sont les riches qui détiennent le patrimoine, et le seuil de pauvreté est « peu sensible à l'estimation des hauts revenus ».

Passons sur le fait que deux études publiées dans les années récentes par l'Insee lui-même montrent exactement le contraire : la prise en

compte des revenus du patrimoine aboutirait à faire passer le taux de pauvreté de 6% à 9%. MM. Charpin et Fragonard ignoreraient-ils ces travaux ? Mais là n'est peut-être pas l'essentiel.

Rappelons qu'on parle ici de pauvreté relative : être pauvre en France, ce n'est pas la même chose qu'en Ethiopie. La pauvreté doit s'appréhender comme une situation de privation relativement aux normes de bien-être qui prévalent dans une société donnée. Ce que nous disent les experts officiels, c'est que le seuil de pauvreté, qui sert à définir le nombre de pauvres (tous ceux qui gagnent moins que le seuil), ne dépend pas des revenus des riches.

Le seuil officiel de pauvreté est en effet défini par l'Insee comme la moitié du revenu médian. Le revenu médian, c'est celui qui partage la population en deux parties égales : 30 millions de Français gagnent plus, 30 millions gagnent moins. Parmi ces trente millions moins favorisés, certains (environ 3,6 millions) gagnent encore moins que la moitié du revenu médian : par convention on les appelle « pauvres ». Si les 5 millions de Français les plus riches doublent encore leur revenu grâce à la flambée de la Bourse et de l'immobilier, alors que les moins riches voient leur revenu stagner, le revenu médian restera stable. Certes les inégalités de revenu exploseront, mais le nombre de « pauvres » ne bougera pas.

Cette conception de la pauvreté relative aboutit à dissocier largement pauvreté et inégalités. Il ne s'agit pas d'une simple question technique, comme le prétendent souvent les experts. Ce choix du demi-revenu médian reflète une conception politique de la pauvreté, selon laquelle peu importe ce qui se passe en haut de l'échelle : il suffirait, pour analyser et comprendre la pauvreté, de regarder à la loupe les pauvres.

La création de l'Observatoire de la pauvreté en 1998, était significative de cette conception qui isole la pauvreté de l'ensemble des mécanismes qui la produisent et la reproduisent. C'est un Observatoire de la création et de la distribution des revenus, de tous les revenus, qu'il aurait fallu créer. A l'image du CERC, dissous il y a maintenant dix ans par Balladur et jamais rétabli depuis dans ses prérogatives. La précarité, le chômage de longue durée, l'exclusion sociale ne sont pas indépendants de l'organisation du travail par les entreprises, de la sélectivité du marché du travail, des politiques fiscales et de restrictions budgétaires en matière de logement, de santé, de famille... La pauvreté n'est pas une verrue sur un corps sain, elle résulte du fonctionnement d'ensemble du néo-libéralisme, qui concentre revenus et pouvoirs. Il est parfaitement possible d'adopter d'autres indicateurs de pauvreté, qui reflètent ces interdépendances entre grande richesse et grande pauvreté ; il suffit par exemple de considérer le revenu moyen au lieu du revenu médian. Il s'agit d'abord de choix politiques. Ceux de l'Insee et de l'Observatoire de la pauvreté ne nous conviennent décidément pas.

****

coorditrad@attac.org est l'adresse du secrétariat de l'équipe des traducteurs internationaux qui nous font bénéficier bénévolement de leurs compétences. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de contacter coorditrad en précisant votre (ou vos) langue maternelle, les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire et votre niveau de compétence. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos centres d'intérêt.